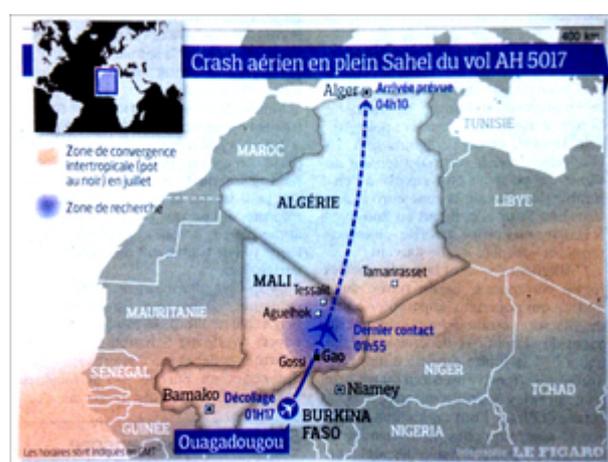


Crash d'Air Algérie : les premières questions

Article rédigé par *L'équipe libertepolitique.com* -, le 25 juillet 2014



L'épave désintégrée du vol AH 5017 d'Air Algérie, disparu avec 116 personnes à bord dont 51 Français, a été retrouvée dans le nord du Mali. L'appareil assurait la liaison Ouagadougou-Alger. Pourquoi l'hypothèse d'un tir de missile est-elle si vite écartée ?



L'AVION, un McDonnell Douglas affrété par Air Algérie auprès de la compagnie charter espagnole Swiftair, a disparu 50 minutes après son décollage de la capitale du Burkina Faso. L'appareil a décollé à 01h17 GMT de Ouagadougou et devait atterrir à Alger à 04h10 GMT, mais n'a jamais atteint sa destination.

Le président François Hollande a tenu ce matin 25 juillet une réunion de crise à l'Élysée. Les "éléments de langage" retenus pour l'instant sont : « L'avion s'est abîmé pour des raisons liées aux conditions météorologiques mais aucune hypothèse ne peut être écartée tant que l'enquête n'a pas donné tous ses résultats » (B. Cazeneuve). Dans un tweet, le ministre des Transports Frédéric Cuvillier est plus précis : « Il faut être très prudent et n'écarter pour l'instant aucune hypothèse, *à part un tir du sol qui est impossible.* »

La plupart des commentaires de presse abondent : seul un missile à longue portée peut atteindre un avion à haute altitude. Or ce type d'engin serait absent du désert...

Pour autant, l'empressement à écarter cette hypothèse est étrange, quand on sait que l'avion s'est crashé au cœur de la zone infestée par les brigades djihadistes d'Aqmi, abondamment pourvues en armes et en munitions sophistiquées issues des stocks de l'armée libyenne, pillées lors de la chute de Khadafi.

Les Algériens qui n'ont pas les pudeurs du gouvernement français, seront peut-être plus bavards, même s'ils ne contrôleront pas totalement l'épave. Un pilote expert en enquêtes sur les accidents aéronautiques, Mohamed Benzerroug, a ouvert plus largement les causes possibles de l'accident, dans un entretien accordé à TSA-Algerie.com : « **Un missile sol-air peut atteindre un avion** » (lire ci-dessous).

Quant aux menaces militaires ou terroristes dans le Nord du Mali contre l'aviation civile avec les armes de Khadafi, on peut relire l'enquête de *l'Express* publiée en octobre 2011, mise à jour en avril 2012 : « **Les armes de Kadhafi, un legs mortel pour l'Afrique** » (cf. infra).

Carte : *Le Figaro*

Disparition de l'avion d'Air Algérie : « Un missile sol-air peut atteindre un avion »

TSA-Algérie.com

24 juillet 2014, 18h48

Mohamed Benzerroug est un pilote et expert en enquêtes sur les accidents aéronautiques.

Qu'est ce qui a pu se passer avec l'avion affrété par Air Algérie et qui a disparu à Gao ?

Toutes les hypothèses restent ouvertes avant qu'on retrouve les boîtes noires de l'appareil. Nous savons actuellement que des conditions météorologiques déplorables (un orage ou un vent de sable) ont été signalées et qu'un changement de cap a été demandé quand l'appareil survolait la région de Gao. A partir de ce moment, il n'y a plus eu de signal radar ou de contact radio. Auprès de mes confrères, j'ai su également qu'il s'agit d'un appareil qui a eu beaucoup de pannes de moteurs, la dernière est survenue la veille du décollage de l'avion.

C'est une information importante à retenir. Car si jamais l'avion s'est retrouvé dans des conditions météorologiques dégradantes et avec une panne de moteur, il est évident qu'il n'a aucune chance de poursuivre son vol. Cela dit, lors du crash, nous avons une balise qui se déclenche. Il s'agit d'un émetteur de signal de détresse sur la fréquence appelée 121.5 captée par un satellite. C'est comme un GPS. Dans ce cas la balise n'a pas émis de signal, donc je ne dirais pas que l'hypothèse du crash est la plus plausible. Celle d'une éventuelle attaque terroriste n'est pas à exclure vu la situation qui prévaut dans la région que survolait l'appareil. Un missile sol-air peut atteindre un avion. Nous avons un exemple récent qui est celui de la Malaysian Airlines.

Après plus de quinze heures de recherches est-il normal qu'il n'y ait pas eu de signal ?

Il suffit qu'il y ait un grand choc pour que cette balise se déclenche. Donc cela n'est pas normal. Sauf que tout dépend encore une fois de l'équipement de l'avion : est ce que la balise était fonctionnelle ? Est-ce que la batterie était bonne ? Car il s'agit d'un appareil électronique qui est sujet à pannes. Dans le cas où l'avion est abattu par un missile par exemple, parfois il n'y a pas de signal. C'est que la batterie qui alimente l'émetteur est peut être endommagée ou détruite. Généralement les enquêteurs se basent sur les derniers tracés du radar pour la recherche de l'épave.

Où se situe la responsabilité d'Air Algérie qui a affrété cet appareil ?

D'abord, il y a eu beaucoup de problèmes avec ce type d'avions et beaucoup de crashes par le passé. Le MD 83 est un ancien avion, âgé de plus d'une décennie selon mes informations, mais je ne pourrais rien vous dire sur son état de navigabilité actuel. Dans la réglementation aéronautique, c'est le pays d'occurrence (le pays où l'appareil est tombé) qui mène l'enquête avec les autorités du pays qui a affrété cet appareil. La compagnie qui affrète et le constructeur. Pour ce qui est de la responsabilité de la compagnie nationale, je dirai qu'il est un peu tôt pour en parler. Mais on le saura.

À un certain moment, on se posera des questions sur les modalités de passation de marchés, les conditions dans lesquelles on a affrété cet appareil ? Est ce qu'il a été révisé ? Est ce qu'il présente tous les certificats ? Est-il apte à assurer ce long courrier ? Et surtout pourquoi avoir choisi un Mac Douglas puisque ni la marque ni ce type d'avions ne figurent dans la flotte algérienne.

Propos recueillis par Hadjer Guenanfa.

Les armes de Kadhafi, un legs mortel

[L'Express](#)

20/10/2011 mis à jour le 02/04/2012

L'afflux, au Sahara et dans le Sahel, d'armes de tous calibres échappées des arsenaux libyens menace de plonger dans le chaos cette zone immense et fragile. D'autant que les bandes armées qui ont servi le Guide pourraient y renforcer la nébuleuse mafieuse et terroriste.

Le cauchemar que partagent l'Afrique et l'Occident pèse 14 kilos et mesure 1,40 mètre. Son nom : le missile sol-air. Maniable, rustique, cette arme d'une portée de 3 000 à 4 000 mètres peut abattre un avion de ligne lors des phases de décollage et d'atterrissage.



Dérobés à la faveur des pillages des armureries du [Guide libyen déchu, Mouammar Kadhafi](#), des milliers de "Manpads" — acronyme anglais pour "système portable de défense antiaérien" — se baladent dans l'espace saharo-sahélien. Là où sévissent les brigades d'Al-Qaïda au Maghreb islamique ([Aqmi](#)), franchise régionale de la nébuleuse djihadiste. Certains de ces missiles de facture soviétique auraient même atterri à Gaza entre les mains des islamistes palestiniens du Hamas, via le Sinaï et les tunnels de contrebande de Rafah...

Mauritanie, Algérie, Mali, Niger, Burkina... Aride et fragile, faiblement peuplée, cette immense région de 8 millions de kilomètres carrés aux richesses largement inexploitées — pétrole, uranium, or, manganèse — n'avait pas besoin d'un tel afflux d'engins de mort, ultimes ingrédients d'un cocktail détonant où se mêlent porosité des frontières, faiblesse de l'État, pauvreté et tensions irrédentistes chroniques. « Je crains plus l'après-Kadhafi que Kadhafi lui-même », soupire un universitaire malien.

Combien de SA 7 ou de SA 24 — version plus récente et plus sophistiquée — garnissent ou garniront les étals du marché noir de la terreur ? Nul ne le sait vraiment. [10 000, soit la moitié du stock acquis sous Kadhafi](#), confiait le 26 septembre un amiral italien de l'Alliance atlantique ; 5 000, nuançait cinq jours plus tard le général libyen [Mohamed Adia](#), venu, devant les caméras, détruire au marteau, et au nom du Conseil national de transition (CNT), les optiques de guidage d'une poignée de Manpads dans un hangar de Benghazi. « Fourchette crédible, admet un haut gradé français. Du fait de notre très faible présence au sol, nous en sommes réduits aux conjectures. Qu'il s'agisse du nombre exact de missiles, de leur durée de vie, aléatoire, ou de leur état. Gare aux fantômes. »

De fait, privé de sa crosse de mise à feu ou de batteries chargées, le SA 7 demeure inopérant. Aucun des engins tirés par les pro-Kadhafi sur les avions ou les hélicoptères de l'armada franco-britannique n'a d'ailleurs atteint sa cible. « Cela nous rend plutôt optimistes, avance-t-on au ministère de la Défense. Même s'il suffit d'un appareil civil abattu pour plonger le monde dans l'effroi. »

Un autre facteur invite à relativiser l'ampleur de la menace : fort de 300 à 400 combattants aguerris, Aqmi, avatar du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien, s'en tient à ce stade aux enlèvements d'étrangers, français de préférence, et aux raids ciblés. « Ses émirs, souligne le chercheur [Jean-Pierre Filiu](#), expert des fantassins du djihad, n'ont pas fait allégeance à [Ayman al-Zawahiri](#), successeur d'[Oussama ben Laden](#). Les islamistes profitent, comme les trafiquants, d'un effet d'aubaine. Sans pour autant modifier leur stratégie. »

« Une infinie variété de bombes improvisées »

À l'inverse, le ministre malien des Affaires étrangères, Soumeylou Boubeye Maïga, fondateur en 2008 d'un observatoire régional de géopolitique, redoute que sa "capacité de nuisance" accrue n'incite Aqmi à perpétrer des attentats en zone urbaine. Techniquement, la parade existe. Les compagnies aériennes peuvent équiper leurs appareils de leurres, qui détournent le projectile, guidé par la chaleur que dégagent les réacteurs, voire le détruisent en vol. Dispositif onéreux, mais efficace.

Missiles Milan, livrés hier par la France à "notre ami Mouammar", lance-roquettes, canons antiaériens : un péril peut en cacher un autre. Moins spectaculaire, la dissémination d'explosifs de qualité militaire échappés des bunkers libyens inquiète les stratèges de l'Otan. « Les précédents irakien et afghan l'ont démontré, prévient-on à Paris : il existe une infinie variété de bombes improvisées. » Crainte qu'alimente la saisie en juin dernier, par les forces nigériennes, de plus de 600 kilos de Semtex, version tchèque du plastique, à bord d'un convoi d'Aqmi intercepté au nord d'Arlit.

Traquer un arsenal à la traçabilité incertaine revient à balayer le désert à l'aide d'un pinceau. Très actifs sur ce front, les États-Unis ont confié à plusieurs dizaines d'ex-militaires, dépêchés en Libye, le soin d'enrayer la dispersion des Manpads portés disparus. Reste que la Maison-Blanche hésite à déployer un contingent en treillis. « Surtout, que les Américains ne viennent pas nous emmerder ! tonne un proche du chef d'Etat malien [Amadou Toumani Touré](#) ("ATT"). Ils attirent les terroristes comme la fleur aimante l'abeille. »

Hantés par la grande braderie des arsenaux de la Jamahiriya, le Mali, le Niger ou le Tchad le sont aussi par l'afflux de guerriers désœuvrés. Il leur fallait déjà digérer le retour massif d'émigrés fuyant le chaos libyen ; et voilà que déboulent des cohortes de soldats lourdement armés, enrôlés de longue date dans la Légion islamique kadhafiste, flanqués des mercenaires recrutés au printemps avec l'aide de caïds touareg que le Guide choyait tant.

Le 16 octobre, un sergent malien a péri lors d'une embuscade tendue dans l'extrême nord du pays, théâtre d'accrochages sporadiques. La veille, un convoi de 80 véhicules, à bord desquels s'entassaient 400 "revenants", ex-combattants de l'armée libyenne, avait franchi la frontière. Soucieux de canaliser le flot, Bamako a installé au nord de Kidal un "centre d'accueil" et s'évertue à racheter kalachnikovs et lance-roquettes susceptibles de tomber en de mauvaises mains. À Niamey, on mise sur l'aura du Touareg Brigi Rafini, Premier ministre nommé par le nouveau président [Mahamadou Issoufou](#), pour prévenir un énième épisode insurrectionnel chez les "hommes bleus".

Certes, les partisans d'un chimérique émirat islamique surgi des sables tentent, avec un bonheur inégal, d'acheter la complicité des clans et tribus arabo-touareg. « Ils se fondent au sein de la population, note un élu du nord du Mali. Comment distinguer l'islamiste en boubou coiffé d'un chèche du chamelier ou du commerçant du coin ? » Il n'empêche. Selon [Pierre Boilley](#), historien des peuples nomades sahéliens, Aqmi reste un corps étranger aux sociétés touareg et maures.

À quand l'union sacrée contre l'hydre terroriste?

Revendiqué par la secte islamiste nigériane Boko Haram, l'attentat suicide commis le 26 août à Abuja contre les bureaux de l'ONU (23 morts) a ravivé le spectre de l'émergence d'une internationale des fous

d'Allah capable de frapper de Nouakchott à Mogadiscio, bastion des miliciens chebab somaliens. D'autant qu'Aqmi aurait "formé" 200 frères venus du nord du Nigeria dans l'un de ses sanctuaires maliens. « Vision simpliste, objecte Jean-Pierre Filiu. Des échanges, notamment commerciaux, peuvent rapprocher ces groupes très autonomes, sans qu'émerge pour autant une coordination globale. » La réserve vaut pour la collusion entre les terroristes et les réseaux mafieux régissant les trafics de drogue, de cigarettes et de migrants clandestins : les convergences d'intérêts ponctuelles ne suffisent pas à forger une alliance digne de ce nom.

De sommets en colloques, tous les acteurs saharo-sahéliens entonnent en chœur l'ode à l'union sacrée contre l'hydre terroriste. Mais voilà : arrière-pensées et divergences d'agendas ont jusqu'alors plombé les efforts de coopération de terrain. Même si la création, à Tamanrasset, dans le Sud algérien, d'un Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc) éclaircit quelque peu l'horizon.

Jalouse de sa souveraineté, l'Algérie, confrontée cet été à une recrudescence d'opérations kamikazes, dont le double attentat suicide commis lui aussi le 26 août devant le mess des officiers de l'Académie de Cherchell, a, selon un confident de "ATT", "saboté" les projets de réunion à l'échelon des chefs d'Etat. « Ses dirigeants, poursuit-il, estiment que leur suprématie militaro-financière et leur expérience de la lutte antiterroriste leur confèrent un leadership naturel. »

Accusé à demi-mot de mansuétude envers Aqmi, Bamako n'échappe pas aux suspicions. « Nous avons des doutes quant à la fermeté de l'engagement malien », glisse un diplomate nigérien. Grief entendu aussi à Paris, où l'on salue le « boulot remarquable » accompli « avec des moyens limités » par la Mauritanie et le Niger. Un tel procès suscite au Mali une intense amertume : « J'en ai le cœur gros », soupire en privé ATT. Dépit d'autant plus vif que ses mises en garde quant aux effets collatéraux de l'éruption libyenne, parasitées par son tenace tropisme pro-Kadhafi, n'ont guère eu d'écho. *Vox clamens in deserto...*

Par Vincent Hugeux et [Boris Thiolay](#).
